VERS UNE TROISIEME GUERRE DU GOLFE ?

La négociation sur le dossier nucléaire iranien est arrivée dans une impasse. Pour des raisons qui restent difficiles à comprendre, les trois pays représentant l'Union européenne (l'Allemagne, la France et l'Angleterre) ont demandé à l'Iran de renoncer à une activité essentielle du cycle nucléaire, l'enrichissement de l'uranium, sous le prétexte que celui-ci pourrait servir à fabriquer une bombe atomique. Les Iraniens ont immédiatement refusé, et non sans raison. Le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qu'ils ont signé, leur donne en effet parfaitement le droit de construire une usine d'enrichissement d'uranium. Les activités des usines de conversion d'Ispahan et de Nantanz, qui avaient été interrompues en novembre 2004, ont donc repris.

Le programme nucléaire iranien a été entamé il y a plus de trente ans, à l'époque du Shah, avec l'accord des Américains. Jusqu'à présent, les Iraniens ont toujours affirmé qu'ils ne s'intéressent qu'au nucléaire civil, mais on ne veut visiblement pas les croire. On les accuse de chercher à accéder à une capacité militaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit maintenant rendre un nouveau rapport le 3 septembre. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies pourrait être ensuite saisi. Une nouvelle crise internationale majeure s'annonce.

Cette crise pose des questions fondamentales. Les pays qui possèdent aujourd'hui l'arme atomique, à commencer par les Etats-Unis, n'ont jamais demandé à personne l'autorisation de s'en doter. Ils forment un directoire de fait, qui prétend aujourd'hui lutter contre la « prolifération », alors que sa légitimité est douteuse. On voit mal en effet pourquoi certains pays auraient statutairement à la fois le droit de posséder l'arme atomique et le droit d'empêcher les autres pays de s'en doter.

L'Iran ne serait pas le premier pays islamique à posséder l'arme atomique, puisque le Pakistan la possède déjà. Or, le Pakistan a été directement impliqué dans de nombreuses affaires de terrorisme. Les Etats-Unis, qui en ont fait récemment leur allié, ont pourtant fini par s'accommoder de sa capacité nucléaire. Quant à l'Etat d'Israël, qui possède un énorme arsenal atomique (plus de 400 bombes), il n'a jamais reconnu officiellement qu'il était une puissance nucléaire et n'a jamais autorisé l'AIEA à inspecter ses installations. Deux poids et deux mesures.

Beaucoup de critiques reposent en outre sur une incompréhension de la logique nucléaire, qui repose avant tout sur la notion de dissuasion. L'arme nucléaire n'est pas tant une arme offensive qu'une garantie de « sanctuarisation » du territoire national. Un Iran possédant l'arme atomique serait « sanctuarisé », c'est-à-dire mis à l'abri d'une attaque extérieure. C'est précisément ce que les Américains et les Israéliens ne veulent pas.

Ce qui est en fait dangereux, c’est que dans une partie du monde déterminée, un seul pays possède l’arme atomique. En ce cas, son monopole lui donne un contrôle de fait sur toute la région. Dès lors que deux pays d’une même région possèdent l’arme atomique, on revient à une situation d’équilibre. Si seule l’Inde ou seul le Pakistan avait accédé à l’arme atomique, il y aurait eu de quoi s’inquiéter. Le fait que les deux pays y aient accédé pratiquement en même temps permet une dissuasion réciproque. Au Proche-Orient, le refus absolu de l’Etat d’Israël d’admettre qu’un pays voisin possède lui aussi l’arme atomique n’a pas d’autre explication : il veut continuer à jouir des avantages de son monopole.

Après leur fiasco en Irak, les Etats-Unis sont aujourd’hui divisés sur l’opportunité de se lancer dans une troisième guerre du Golfe. Mais les « faucons » néoconservateurs ne se cachent pas d’y être favorables. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le vice-président Dick Cheney travaillent d’ores et déjà à un plan d’agression militaire contre l’Iran.

Une occupation au sol est peu probable, car les Américains, dont les troupes sont déjà immobilisées en Irak et en Afghanistan, ne disposent pas des centaines de milliers de combattants nécessaires pour envahir un pays quatre fois plus grand que l’Irak et dont la population est trois fois plus importante. Plusieurs centaines de frappes « chirurgicales » sur des installations stratégiques à l’aide de bombes à neutron, de missiles de croisière, de bombes anti-bunker guidées au laser contre des cibles enterrées sont en revanche très possibles.

Les conséquences politiques et géopolitiques d’un tel recours à la force risquent d’être immenses. Pour diverses raisons, la Russie et la Chine (qui disposent d’un droit de veto au Conseil de sécurité), mais aussi l’Inde, pourraient difficilement ne pas réagir.

Dans l’immédiat, la « menace nucléaire » iranienne joue visiblement le même rôle que les « armes de destruction massive » qu’était censé détenir l’Irak. Une nouvelle guerre pourrait faire suite à une énorme provocation, de l’ampleur des attentats du 11 septembre. Une autre possibilité est une attaque israélienne sur les installations nucléaires de l’Iran, attaque qui entraînerait des représailles à la suite desquelles les Etats-Unis ne pourraient faire autrement que de s’engager militairement à son tour. L’année 2006, au Proche-Orient, sera celle de tous les dangers.

Alain de BENOIST

19 août 2005